

Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 8 novembre 2024

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 88 de notre règlement interne, je souhaite interpeller le gouvernement au sujet de l'éducation financière au Luxembourg.

Dans une société où les compétences en gestion financière sont de plus en plus essentielles, il est néanmoins préoccupant de constater que de nombreux jeunes au Luxembourg n'ont pas accès aux connaissances pratiques et aux outils nécessaires pour évoluer dans le monde complexe de l'économie moderne. En effet, une étude de l'OCDE sur la « financial literacy », donc l'éducation financière, montre que le niveau d'éducation financière des jeunes au Luxembourg est en retrait par rapport aux autres groupes de la population et dépasse à peine la moyenne des pays de l'OCDE. Cette situation incite à une réflexion approfondie sur la manière dont nous préparons nos jeunes à gérer leur avenir financier.

L'absence d'une éducation financière solide creuse le fossé entre les différentes classes sociales, car l'accès à des conseils financiers reste principalement un privilège qui n'est pas accessible à tous. Ainsi, dès le départ, certains jeunes se retrouvent en situation de désavantage, ce qui contribue à perpétuer un cycle d'inégalités.

Il est également indispensable d'aborder la dimension de genre dans cette problématique. De nombreuses études démontrent que les femmes sont plus susceptibles d'atteindre l'âge de la retraite avec moins d'économies et d'investissements. Une éducation financière inclusive, qui sensibilise les jeunes aux défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées, pourrait non seulement contribuer à un avenir financier plus stable pour tous, mais également à la réduction des disparités économiques entre les genres.

Je souhaite donc aborder dans cette interpellation les points suivants :

- Les conséquences sociales et économiques d'une éducation financière insuffisante sur les inégalités au sein de notre société

Les disparités structurelles de genre dans l'accès et l'utilisation des compétences financières, ainsi que les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées au Luxembourg

- La stratégie nationale pour promouvoir et intégrer l'éducation financière dans notre système éducatif

Les questions abordées s'adressent au ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.



Liz Braz
Députée